

Un Ramadan pas si «Moubarak» que ça

On ne peut pas se départir d'une certaine gêne, voire d'un sentiment de pitié certain devant le spectacle d'un homme allongé sur une civière et écoutant les charges retenues contre lui. Hosni Moubarak a régné sans partage durant trois décennies et a tenu l'Égypte d'une main impitoyable, mais cette main est désormais réduite à l'impuissance, à peine a-t-elle assez de force pour esquisser le credo final. Devant ce vieux tyran déchu, accablé par la maladie, vaincu par les revers de fortune, on ne peut manquer de le comparer à son ex-collègue Saddam Hussein, arrogant et méprisant jusqu'au geste final. La comparaison s'arrête là : Saddam Hussein, cruel despote, n'a pas été jugé, mais a eu droit à un simulacre de procès, orchestré par des dirigeants revanchards, en majorité chiïtes et pour cause. On est sorti du «procès» Saddam avec le sentiment d'avoir assisté à un règlement de comptes, enrobé dans une robe de magistrat. Dans le cas de Moubarak, les magistrats égyptiens prennent leur rôle au sérieux, et c'est le moment béni pour eux de démontrer que le régime ne les a pas totalement corrompus. On peut douter, certes, du bien-fondé de certaines décisions, comme celle de mettre en jugement Moubarak et sa coterie, mais avec la certitude que les magistrats égyptiens ont assurément des consciences plus nettes que sous d'autres cieux arabes. On est ici à mille lieues des hausses d'épaules sceptiques suscitées récemment par la mascarade du «procès

Ben Ali» en Tunisie. Sans s'arrêter, encore une fois, sur les calculs et les objectifs de ce procès Moubarak, il faut reconnaître que la justice égyptienne, qui a ses corrompus comme tout le monde, sait se montrer à la hauteur quand il le faut. A elle seule, la présentation des pièces à conviction du procès valait le détour, surtout pour ceux qui se font une piètre idée du fonctionnement de la justice dans leur propre pays. Au premier jour du procès, on savait déjà que l'ancien président Moubarak n'en serait pas la seule vedette, et qu'il pourrait y avoir des invités de marque. Premier enseignant de ce procès, en effet, le raïs déchu n'entendait pas assumer tout seul la responsabilité des actes de tout un régime. Il a d'ores et déjà désigné comme complice le «Mouchir» (Maréchal) Tantaoui, l'actuel homme fort de l'Égypte, et pilier de l'ancien régime. C'est Tantaoui qui aurait notamment pris la décision de bloquer les communications, par téléphone et par internet, dès les premières heures de la révolution du 25 janvier. Moubarak affirme, et personne ne le croira, que cette décision a été prise à son insu par le chef des forces armées. L'institution militaire réplique que Moubarak s'est senti trahi par son corps d'origine, le 28 janvier, et qu'il agit ainsi par esprit de vengeance. «A beau mentir qui vient de loin.» Les centurions égyptiens nient, et c'est la tradition, mais ils n'expliquent toujours pas comment opère cette étrange machine à sélectionner les victimes et les

bourreaux au sein d'un même clan. Devant l'entrée de l'académie de police où se tient le «procès du siècle», des échauffourées ont eu lieu entre adversaires et partisans de celui qu'on nomme aujourd'hui «l'accusé» Hosni Moubarak. Un Moubarak qui doit se dire, à l'instar du Don Diègue de Corneille : «N'ai-je donc tant vécu que pour cette infamie?» En plus de la honte d'être cloué au pilori, le Raïs, dont on chantait la gloire il y a peu sur tous les registres, doit affronter une révolution lexicale. Le Ramadan reste «noble et généreux», c'est évident, mais il n'est plus aussi «béni» qu'il l'était du temps de la splendeur du règne.

Il n'est plus de bon ton de dire «Ramadan Moubarak», et on cherche déjà un substitut au «Aïdek Moubarak» qui doit succéder, sans autre révolution, au mois de jeûne. La correspondante au Caire du quotidien londonien *Al-Quds* s'est ingéniée à faire la compilation des «nouktas» et jeu de mots, en vigueur depuis la révolution, comme le jeu qui consiste à présenter des vœux en utilisant les patronymes des barons déchus. La plus hardie dans certains cercles politiques est celle-ci : «Il a été décidé de supprimer le Ramadan après que les révolutionnaires aient obtenu la preuve intangible qu'il était moubarak.» Plus réalistes, d'autres Égyptiens ont demandé que le procès soit reporté et qu'il se tienne après le Ramadan.

La vue de certains accusés pourrait les inciter à prononcer des mots ou leur faire dire des

grossièretés susceptibles de rompre l'obligation du jeûne. A ce jeu de l'impopularité, il semble bien que les deux fils de Moubarak, Djamel le présomptif et Ala l'affairiste, aient remporté la palme. Les Égyptiens ont très peu apprécié le fait qu'ils se soient présentés au tribunal avec un Coran à la main⁽¹⁾, comme s'ils s'en remettaient à Dieu, de la main droite après en avoir mis pas mal à gauche.

En attendant, et pour les jeunes révolutionnaires de la place Al-Tahrir, il n'y a aucun doute qu'avec Hussein Tantaoui, c'est la contrerévolution qui triomphe, tout comme elle l'a fait en Tunisie avec Caïd Essebci. Ils savent que les vingt millions d'Égyptiens qui ont profité, à un degré ou à un autre, de l'ancien régime travaillent déjà à imposer leur volonté au pays. C'est ainsi qu'ils appellent à une grande marche le 9 septembre prochain afin qu'un despote sous couverture religieuse ne succède pas au tyran qu'a été Hosni Moubarak. Mais comme semble le craindre le chroniqueur égyptien du magazine électronique *Elaph*, Sammy Al-Buhairi, les jeux seraient presque faits, les libéraux et les laïcs ayant échoué à donner une autre orientation à la révolution. Néanmoins, le procès Moubarak restera, quelle que soit son issue, un élément de dissuasion fondamental pour les apprentis dictateurs et autres potentats en devenir. Ce procès fait naître déjà des craintes sérieuses chez les membres du clan Assad, accrochés au pouvoir en Syrie. La télévision d'État syrienne a été le témoin éloquent



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

de ces craintes en ne diffusant pas des images du procès du Caire à son premier jour. Ce n'est qu'au bout de quarante minutes de journal télévisé que le présentateur a évoqué «des accrochages entre adversaires et partisans de Moubarak en marge du procès». Il est vrai qu'il faut s'attendre à tout avec un régime qui déploie ses chars partout sauf sur le Golan occupé par Israël.

Il en est ainsi parce que la Syrie est dirigée par «un ophtalmologue frappé de cécité», comme le remarque cet opposant syrien dans *Elaph*. Après le lâchage de son allié russe Vladimir Poutine, Bachar Al-Assad a reçu un nouveau coup asséné, cette fois, par le grand poète Adonis. Ce dernier a désavoué, à son tour, Bachar Al-Assad et lui a demandé de se démettre de ses pouvoirs, mais que peut-on attendre de raisonnable d'un ophtalmologue sourd, en plus d'être aveugle ?

A. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Il n'y a pas de bons et de mauvais dictateurs, il n'y a pas de douces et de féroces répressions !

La Ligue arabe a appelé la Syrie à cesser la répression. Je confirme. La Ligue arabe a effectivement appelé.

Sur une ligne privée, et en numéro masqué !



Se réunir, rassembler les énergies pour décider de lancer un appel à l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie à Alger, c'est bien. C'est même très bien. Il ne faut jamais cracher sur ce genre d'initiatives. D'abord, parce que cracher, ce n'est pas bien. C'est mal poli et c'est sale. Ensuite, parce qu'il y a suffisamment de personnes qui crachent en ce mois de Ramadan, pour un oui ou pour un non, à tout bout de champ, dans la rue, par les vitres baissées de leurs voitures ou par les fenêtres de leurs bureaux. Donc cracher sur l'appel à expulser l'ambassadeur syrien à Alger, pas bien, pas bien du tout. Mais, tout en gardant sa salive pour soi, on peut tout de même s'inquiéter de l'absence d'appel à expulser le châtelain d'El Mouradia. Un bon petit appel bien torché, rédigé par la crème de nos intellectuels, des universitaires bardés de diplômes lourds, des avocats, des docteurs, des journalistes, des esprits, quoi ! Parce qu'à tout hasard, je rappelle que c'est sous le règne d'Abdekka que des manifestants ont été tabassés, qu'il y a eu des morts aux portes du Palais un certain 14 juin 2001, et durant tout un printemps noir. Plus près de nous, je rappelle aussi que c'est du Palais qu'est venu

l'ordre de frapper des médecins qui tentaient de manifester leur rage de voir leur job clochardisé. Je rappelle aussi et encore que c'est le même châtelain qui a envoyé la troupe violenter des enseignants contractuels qui campaient pacifiquement sous ses balcons. Je rappelle encore et encore que c'est Abdekka aidé de son bras armé Ould Kablia qui a chorégraphié le ballet de matraques et de gaz lacrymogènes sur une marche d'étudiants dont le tort avait été de forcer un cordon de «sécurité» placé autour du périmètre vital du régime. Et je peux enfin rappeler que c'est lui, le châtelain qui porte la responsabilité de cette immonde agression contre les habitants du Bois des Pins, coupables d'une croisade pour la sauvegarde d'un poumon vert dans une capitale livrée à la bétonnière. Qui pourra effacer de nos mémoires la photo de cette femme, de cette maman, de cette ménagère algérienne de plus de 50 ans bastonnée et l'œil en charpie ? Alors, oui ! Il faut appeler à l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie à Alger. Mais ça n'empêche pas, sœurs et frères intellectuels, de lancer d'autres appels, disons un peu plus «locaux», sans avoir besoin pour ça de composer le 00. Des appels à l'arrêt du musellement et de l'étouffement de 36 millions d'Algériennes et d'Algériens. Eux aussi ont droit à leur printemps. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

**Promotion
Ramadhan**



4000 DA =



Plus d'informations: 05 50 000 333 - www.nedjma.dz

Promotion valable durant tout le mois de Ramadhan. *Abonnement One avec engagement de 12 mois